

	
<p>Lida Kouassi Moïse</p>	<p>Boubacar Koné</p>

Moïse Lida Kouassi (récidiviste): Parcours d'une Figure de l'Opposition et Enjeux de Stabilité en Côte d'Ivoire

Ce document de synthèse analyse la trajectoire politique et judiciaire de Moïse Lida Kouassi, cadre du Parti des peuples africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI), dans le contexte sécuritaire et diplomatique tendu précédant l'élection présidentielle d'octobre 2025.

Synthèse de la Situation (Résumé Exécutif)

Moïse Lida Kouassi, ancien ministre de la Défense sous Laurent Gbagbo, incarne une figure de l'opposition ivoirienne marquée par un parcours carcéral récurrent. À 70 ans, il fait face en août 2025 à de nouvelles accusations graves, incluant des « actes terroristes » et « complot contre l'autorité de l'État », suite à des violences survenues à Yopougon.

Les points saillants de la situation actuelle incluent :

- **Inculpations de Terrorisme** : Lida Kouassi et Boubacar Koné sont accusés d'avoir commandité les troubles du 1er août 2025 visant à perturber le processus électoral de 2025.

- **Tensions Régionales** : L'affaire est exacerbée par des déclarations de l'ancien ministre sur une implication présumée de la Côte d'Ivoire dans la déstabilisation du Burkina Faso, déclarations pour lesquelles il a présenté des excuses publiques, les qualifiant d'« infondées ».
 - **Contexte Électoral** : Ces développements surviennent alors que l'opposition, menée par le PPA-CI, dénonce un « harcèlement judiciaire » et conteste l'exclusion de Laurent Gbagbo de la liste électorale.
 - **Dénégations Gouvernementales** : Le gouvernement ivoirien rejette fermement toute implication dans la déstabilisation des pays voisins (Burkina Faso), soulignant son rôle de terre d'accueil pour les réfugiés.
-

1. Portrait de Moïse Lida Kouassi : Un Intellectuel de la Lutte Politique

Né le 7 janvier 1956 à Lakota, Moïse Lida Kouassi est un universitaire dont la carrière est indissociable de l'engagement syndical et politique en Côte d'Ivoire.

Parcours Académique et Syndical

- **Formation** : Diplômé d'études germaniques à l'université de Hambourg (Allemagne) et titulaire d'un doctorat en science politique (option défense et stratégie générale) de l'université de Strasbourg (France).
- **Enseignement** : Maître-assistant de langue et civilisation germanique à l'université d'Abidjan.
- **Syndicalisme** : Militant actif au sein du Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur (Synares).

Ascension Politique

- **Adhésion au FPI** : Il rejoint le Front populaire ivoirien (FPI) en 1990 et devient secrétaire national chargé de la politique de défense et de sécurité de 1996 à 2001.
 - **Fonctions d'État** :
 - Conseiller politique du général Robert Guéï (décembre 1999).
 - Ministre d'État, ministre de la Défense et de la protection civile (30 octobre 2000).
 - Ministre d'État, conseiller à la présidence suite à la crise de septembre 2002.
 - Député de Marcory (décembre 2000).
-

2. Chronologie d'un Parcours Judiciaire et Carcéral Persistant

Le tableau suivant retrace les multiples confrontations de Moïse Lida Kouassi avec l'appareil judiciaire ivoirien sur trois décennies.

Date	Motif de l'Incarcération ou de la Poursuite	Issue Judiciaire
Février 1992	Manifestation contre une expédition punitive militaire à l'université.	Condamné à un an de prison ; libéré après quelques mois.
Juin 2012	Accusations de complot avec des officiers en exil (Ghana) pour déstabilisation.	Extradé du Togo, détenu à la DST puis à Bouna.
Octobre 2014	Réincarcération après une mise liberté provisoire.	Transféré à la MACA, Bouaké, puis à la Maison militaire (MAMA).
Janvier 2018	Complot contre l'autorité de l'État.	Condamné à 15 ans de prison ferme par la Cour d'assises.
Août 2018	Amnistie présidentielle (Alassane Ouattara).	Libération effective.
Août 2021	Incitation à la révolte et troubles à l'ordre public (via réseaux sociaux).	Auditionné par le Procureur de la République.
Août 2025	Commanditaire présumé des violences de Yopougon.	Mandat de dépôt pour « actes terroristes » et « complot ».

3. L'Affaire des Violences de Yopougon (Août 2025)

Moïse Lida Kouassi est actuellement au cœur d'une information judiciaire ouverte par le Procureur de la République près le tribunal de première instance d'Abidjan-Plateau.

Les Faits Incriminés

Dans la nuit du 1er au 2 août 2025, la commune de Yopougon a été le théâtre d'actes de violence coordonnés :

- Incendie d'un bus de la SOTRA.
- Dégradation d'un véhicule de la Police nationale et agression de ses occupants.
- Attaques contre des stations-service et des locaux de la Commission électorale indépendante (CEI).
- Vandalisme de l'annexe de la mairie de Yopougon Niangon.

Les Accusations et Suspects

Selon le parquet, les individus interpellés (dont Kouame Oi Kouamé alias « Général Frazaho », Zoh Inza alias « Zoulou », et Gnegbre Kado Jean Claude alias « Jaguar ») auraient désigné **Moïse Lida Kouassi** et **Boubacar Koné** comme les instigateurs.

- **Objectif présumé** : Instaurer un climat de terreur pour entraver l'élection présidentielle d'octobre 2025 suite à l'annonce de la candidature d'Alassane Ouattara.
- **Chefs d'accusation** : Actes terroristes, complot contre l'autorité de l'État, participation à un mouvement insurrectionnel, et incendie volontaire de biens appartenant à autrui.

4. Tensions Diplomatiques et Sécuritaires avec le Burkina Faso

L'arrestation de Lida Kouassi s'inscrit dans un climat de méfiance régionale entre la Côte d'Ivoire et les autorités de transition du Burkina Faso.

Les Déclarations de Lida Kouassi

Avant son arrestation, Lida Kouassi avait tenu des propos polémiques devant des militants du PPA-CI :

- Souveraineté** : Dénonciation d'une influence étrangère (pays voisins) dans l'armée, la police et la justice ivoiriennes.
- Déstabilisation** : Accusation contre le gouvernement ivoirien de préparer des actions subversives contre le Burkina Faso.
- Forces Spéciales** : Allégations sur la présence de mercenaires ivoiriens blessés au Burkina et soignés à Korhogo.

Rétractation et Excuses Publiques

Le 10 août 2025, après son placement en garde à vue, Lida Kouassi a publié une lettre d'excuses adressée au Chef de l'État et aux Forces de Défense et de Sécurité (FDS) :

- Il reconnaît que ses propos étaient « **infondés** » et qu'il ne disposait d'aucune preuve crédible.
- Il exprime ses regrets pour l'atteinte portée à l'honneur des FDS et à l'engagement patriotique de la nation.

Position du Gouvernement Ivoirien

Le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a formellement démenti toute tentative de déstabilisation du Burkina Faso, rappelant que :

- La Côte d'Ivoire accueille plus de **3 millions de Burkinabè**.
- Le pays héberge environ **60 000 réfugiés burkinabè** fuyant le terrorisme.
- Les relations historiques entre les deux peuples priment sur les tensions politiques momentanées.

5. Perspectives Politiques : Un État de Droit sous Tension

La situation de Lida Kouassi cristallise les divisions politiques à l'approche du scrutin de 2025.

- Argumentaire du PPA-CI** : Le parti dénonce un « harcèlement judiciaire » visant à museler l'opposition. Il remet en cause la validité des témoignages obtenus des suspects interpellés, affirmant qu'ils ont été obtenus sans assistance juridique.

- **Question de la Liste Électorale :** Le PPA-CI lie ces arrestations à la contestation de la liste électorale provisoire, dont Laurent Gbagbo est exclu. Le parti pointe des irrégularités (électeurs fictifs, usurpations d'identité) et exige la réinscription de son leader conformément aux décisions de la Cour africaine des droits de l'homme.
- **Engagement de l'État :** Le procureur Braman Oumar Koné assure que la justice agira avec « la plus grande fermeté » pour garantir la stabilité nationale contre ce qui est qualifié de mouvements insurrectionnels.